

**M. Clark:** Autrement dit, il n'est pas question d'importation nette de pétrole ou de tout autre carburant important. J'affirme à la Chambre et aux Canadiens que faute d'un objectif précis visant à l'autonomie complète, le sort du Canada sera très incertain en ce qui concerne ses approvisionnements d'énergie d'ici une décennie.

J'aimerais aussi parler rapidement d'une chose qui figure dans le discours du trône et qui intéresse tout particulièrement mon distingué collègue de Peace-River (M. Baldwin): le désir avoué du gouvernement de solliciter l'avis du Parlement au sujet de son Livre vert sur l'accès du public aux documents officiels. Je répondrai tout net au gouvernement de ne pas nous faire perdre notre temps avec ce document. Loin de promouvoir l'information du citoyen, il donne des armes à ceux qui lui refusent ce dû.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Les Canadiens ne se contenteront pas de belles paroles à ce sujet. Ils veulent qu'on en finisse avec la manie du secret, avec toutes ces manœuvres qui tendent à étouffer les scandales, avec les illégalités gouvernementales. Ils veulent savoir où sont allés les bakchichs versés par l'AECL, et cela le gouvernement pourrait le découvrir s'il y tenait vraiment. Il faudrait mener une enquête indépendante et au grand jour sur le cartel de l'uranium, mais pensez-vous: on demande à des fonctionnaires d'enquêter à huis clos sur d'autres fonctionnaires. Le Parlement et la population en sauront-ils jamais le fin mot? Il faudrait annuler l'entente secrète par laquelle le ministère du Revenu national permet à la police de consulter les dossiers fiscaux des citoyens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous désirons tous une action plus efficace contre le crime organisé, et mon parti presse même le solliciteur général (M. Fox) de faire plus en ce sens. Cependant le ministre du Revenu national (M. Guay) a le devoir fondamental de protéger le secret des renseignements fiscaux fournis par les contribuables, car leur communication peut entraîner de très graves abus. L'expérience américaine nous a malheureusement appris jusqu'où les abus de ce genre peuvent conduire une société démocratique.

Une tradition veut que nous félicitions celui qui propose l'Adresse et celui qui l'appuie, et je m'y suis plié avec plaisir. Mais ces dernières années, il s'en est établi une autre beaucoup moins heureuse. Je me plierai donc à l'usage qui s'est établi sous le gouvernement actuel et qui consiste à faire état des changements survenus au cabinet depuis notre dernière séance. Il est difficile de penser à un ou deux ministres qui feraient preuve d'une incompétence encore plus notoire que leurs collègues...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Je crois que la seule différence entre le ministre du Revenu national et le ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer) est que le premier a prouvé qu'il était parfaitement irresponsable avant de recevoir son portefeuille, tandis que le second a eu l'occasion de manifester son incompétence dans plusieurs portefeuilles.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Ce ministre s'est si souvent déshonoré lui-même et a si souvent déshonoré le gouvernement qu'on se demande bien pourquoi le premier ministre (M. Trudeau) l'a gardé dans

*L'Adresse—M. Clark*

le cabinet. Hier, le premier ministre a célébré un anniversaire dont tous les députés l'ont félicité avec plaisir. Nous ne savons pas au juste quel âge il a, mais nous savons qu'au point de vue remaniements ministériels, il doit friser les 150. En fait, la seule constante du premier ministre, c'est qu'il fait valser les portefeuilles. Je rappelle à la Chambre que depuis qu'il est au pouvoir, nous avons eu huit ministres des Communications, neuf ministres de la Consommation et des Corporations, huit ministres du Revenu national, huit ministres de la Défense nationale et sept ministres des Postes.

**M. Trudeau:** Et combien de chefs de l'opposition?

**M. Clark:** Deux et après les prochaines élections il y en aura un troisième.

**Des voix:** Oh, oh!

● (1532)

**M. Clark:** A cause des changements successifs et fréquents, les tâches de quelques mois prennent des années, parce que les ministres ne sont pas en place assez longtemps pour mener quoi que ce soit à bonne fin. C'est une méthode dangereuse pour le Canada. D'autre part, le fait que les ministres se voient constamment assigner de nouvelles fonctions, ce qui leur évite de répondre des actes qu'ils ont faits par le passé, tourne en dérision le principe fondamental de la responsabilité ministérielle. Cela en dit long sur la capacité du gouvernement et du premier ministre de gérer les affaires du pays.

Bien que le gouvernement ait souvent pris de mauvaises décisions, et trop souvent des décisions désastreuses à l'égard de certaines politiques, j'estime que l'incapacité de gérer les affaires du pays, de les traiter autrement qu'un jeu de chaises musicales, a été l'une des principales causes de la perte de ce sens de l'unité et de l'impulsion économique dont le premier ministre avait hérité au lendemain de l'Expo. En fait, nul autre premier ministre n'avait eu en prenant le pouvoir une meilleure occasion de bâtir le Canada et d'unir les Canadiens. Et pourtant, si grand qu'ait été l'espoir en 1968, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, après dix ans d'administration du parti au pouvoir, notre pays est profondément troublé et divisé.

Ce pays, que le gouvernement a trouvé si uni lorsqu'il est arrivé au pouvoir, n'a aucune excuse d'être aussi divisé aujourd'hui. Il n'y a aucune excuse à cela, monsieur l'Orateur, mais il y a, par contre, plusieurs raisons à cette division. L'une d'entre elles—et il est important que ceci paraisse au compte rendu—c'est que l'attitude constante du gouvernement fédéral a été de chercher la bagarre au lieu de constituer une équipe.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Beaucoup d'entre nous se souviennent de l'époque du fédéralisme de participation. Eh bien, monsieur l'Orateur, cette époque a été abolie par un gouvernement qui s'attaque aux provinces, qui humilie personnellement certains premiers ministres, qui attaque autant le monde des affaires que les travailleurs et qui a fini par être considéré comme un tyran et comme un adversaire dans à peu près toutes les régions et dans tous les secteurs de la vie canadienne.

Deuxièmement, si l'unité canadienne bat de l'aile sous le gouvernement actuel, c'est qu'il s'est presque fait une question de principe de concentrer les pouvoirs à Ottawa. Il s'est immiscé dans les affaires urbaines. Il insiste pour contrôler la câblodiffusion. Il se sert de son pouvoir de taxation pour